

DRAME DES MIGRANTS**« Il faut reconstruire l'Etat libyen »**

Plus de 1 600 boat people morts depuis le début de l'année... La grande majorité étaient partis de Libye. Ancien diplomate français à Tripoli, Patrick Haimzadeh (1) décrypte la situation de ce pays fracturé depuis la chute du régime Kadhafi, en 2011. Et met en garde contre la tentation d'une nouvelle intervention militaire.



DÉTRESSE Augusta, en Sicile, le 22 avril. Un demi-million de personnes pourraient traverser la Méditerranée cette année, selon l'Organisation maritime internationale.

L'Union européenne et la France, en particulier, s'affirment comme des forces au service du Bien, respectueuses de la dignité humaine et protectrices des plus vulnérables. Depuis le début de l'année, pourtant, plus de 1 600 boat people qui tentaient de gagner l'Europe se sont noyés en Méditerranée, contre 90 l'an dernier à la même période. Les images de malheureux, accrochés aux débris de leur embarcation, au large de la Sicile, ont secoué les consciences.

Lors d'un sommet extraordinaire, le 23 avril à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont tenté d'élaborer une réponse, en triplant les moyens de l'opération de surveillance Triton. « J'aurais voulu que nous soyons déjà plus ambitieux », a déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission. On le comprend. Pas moins d'un demi-million de migrants pourraient traverser cette année la Méditerranée, estime l'Organisation maritime internationale (OMI), une institution onusienne. A défaut de pouvoir ramener la paix dans le monde arabe ou de développer à eux seuls l'économie en Afrique subsaharienne,

les pays de l'UE sont condamnés, sans doute, à gérer la crise autant que faire se peut.

Cela nécessitera, d'abord, de reconnaître une évidence : l'écrasante majorité des victimes, ces dernières semaines, étaient parties de Libye, un pays déchiré par la guerre civile depuis 2011, quand une intervention militaire occidentale a précipité la chute du régime de Muammar Kadhafi – la France, sous Nicolas Sarkozy, a pris une part déterminante dans l'opération. Aujourd'hui, la dislocation de l'Etat a entraîné une partition de facto du territoire et l'émergence des djihadistes du groupe Etat islamique.

Peut-on rester passif face à la crise libyenne ?

→ Politiques et journalistes s'intéressent à la Libye lors des crises. C'est normal, mais l'émotion l'emporte alors sur l'analyse. Les Italiens, par exemple, sont les plus touchés par le drame des migrants, alors Matteo Renzi, Premier ministre, brandit de temps à autre l'option militaire. Mais celle-ci mobiliserait au moins 250 000 hommes ! Les Libyens sont majoritairement hostiles à une intervention. Surtout, Américains et Européens n'ont pas l'intention de s'engager. On raisonne dans le temps court et dans l'émotion, car il faut répondre au choc provoqué par les images du drame.

Et l'option des bombardements ?

→ Comme on l'a vu en Irak, leur efficacité est faible. Quant à occuper les ports afin de lutter contre les passeurs, cela me semble irréaliste : les bateaux partent des plages. La seule solution est dans le temps long et la reconstruction d'un Etat : au Maroc, en Algérie ou en Tunisie, les migrants sont peu nombreux à prendre la mer, car l'Etat surveille ses côtes...

Comment faire ?

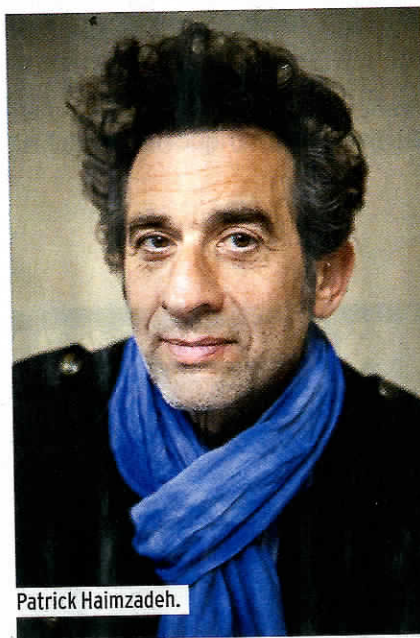
→ La Libye est un Etat jeune, avec une identité nationale fragile, étroitement liée au régime autoritaire ●●●

●●● de Kadhafi, avec sa rhétorique anti-impérialiste et nationaliste, qui a contribué à forger l'unité dans un pays très jeune. Après l'écroulement de ce régime, au terme de huit mois de guerre civile et d'une intervention étrangère, il est apparu au grand jour que tous ne se battaient pas avec les mêmes objectifs. Les combattants se sont repliés en milices, autour de leur quartier, de leur village, de leur tribu : leurs identités primaires en quelque sorte. A présent, les chefs de milice sont devenus des acteurs politiques et économiques : ils participent au trafic frontalier, au trafic d'armes et de migrants... Au clivage entre la périphérie et ce qui reste du pouvoir central s'ajoute celui entre révolutionnaires de la première heure, partisans de l'islam politique et très présents à Tripoli, et d'autres, plus opportunistes et souvent liés à l'ancien régime, regroupés à Tobrouk. Ces derniers étaient les interlocuteurs de la France, du Royaume-Uni et des émirats, en 2011 : c'étaient ceux que l'on avait envie de voir ! Mais ils avaient très peu de légitimité en interne. Vu d'Europe, on a souvent tendance à estimer que les nationalistes, appuyés par l'Égypte, rétabliraient l'ordre, tandis que les islamistes, soutenus par le Qatar, entraîneraient l'obscurantisme. Mais c'est plus compliqué que ça. A y regarder de près, il n'y a pas de grande différence entre les deux projets de société. Le combat n'est pas idéologique. C'est une lutte de pouvoir, purement et simplement. Et il ne sera pas aisé de convaincre les acteurs locaux de déposer les armes et d'obéir à un éventuel gouvernement central : les logiques locales l'emportent souvent sur les enjeux nationaux, comme toujours dans les guerres civiles. Le risque est celui d'un scénario à la somalienne : au sein de l'État, des seigneurs de guerre locaux conservent leurs prérogatives.

Comment l'éviter ?

→ Difficile à dire. A priori, il est dans l'intérêt de tous les acteurs qu'un État gère la rente pétrolière. Mais la production est tombée à 250 000 barils par jour ; elle était de 1 million et demi de barils avant la guerre. C'est insuffisant pour payer, en particulier, les fonctionnaires du pays. Sous Kadhafi,

malgré la corruption, deux institutions étaient à peu près bien gérées : la compagnie pétrolière nationale et la banque centrale. Dans cette dernière, il y a encore des ressources pour les deux ou trois ans à venir. Au-delà, que se passera-t-il ? Depuis trois ans, la logique de guerre prend le pas sur l'intérêt général. Les principaux acteurs des deux factions rivales préfèrent conserver le pouvoir sur une Libye divisée, plutôt que de perdre une partie de ce pouvoir dans une Libye réunifiée.



Patrick Haimzadeh.

Une partition est-elle envisageable ?

→ C'est déjà le cas, de facto : la Libye est divisée en deux proto-États – la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Chacun a sa structure politique et aucun n'est en mesure de vaincre militairement l'autre. Au bout d'un certain temps, les logiques locales dominent. Prenez Tripoli, par exemple : les ordures sont ramassées, les stations-service approvisionnées... Les habitants finissent par adhérer. A l'Est, c'est pareil. Plus le temps passe, plus il est difficile de voyager de part et d'autre. Aucune des factions n'a encore osé toucher à la compagnie pétrolière et à la banque centrale, mais on les sent tentées. A l'Est, où se trouvent 60 % des réserves pétrolières, le pouvoir tente de créer ses propres structures.

La partition serait-elle acceptable pour les États étrangers qui alimentent actuellement le conflit ?

→ L'équipe au pouvoir à Tobrouk est très proche des Emirats arabes unis et de l'Égypte. Nul doute que le régime du Caire verrait d'un bon œil la création d'une zone sous son influence, dans l'est du territoire libyen : c'est une région riche en pétrole et un débouché pour les travailleurs migrants, qui ont représenté autrefois une source de revenus importante. A Tripoli, le Qatar et le Soudan ont leurs propres intérêts. La communauté internationale doit soutenir la mission de l'envoyé spécial des Nations unies, Bernardino Leon, qui associe et fait dialoguer les acteurs locaux. Il faut laisser sa chance à ce processus, car je ne vois pas d'autre issue, en l'absence de solution militaire.

La France a des relations privilégiées avec le Qatar et l'Égypte, notamment. Tente-t-elle de peser ?

→ Notre position est délicate. En 2011, la France a parlé d'une révolution – chez nous, on aime bien ça ! – alors que la Libye était traversée par une guerre civile. En mai 2014, Paris a pesé pour que des élections aient lieu. Le scrutin s'est déroulé dans un pays en guerre, avec des zones entières qui n'ont pas voté, d'où un taux de participation officiel, et sans doute exagéré, de 15 %. Pourtant, nous avons immédiatement reconnu les résultats. Au conflit d'intérêts entre Libyens, nous avons ainsi ajouté un conflit de légitimité et compliqué la situation. La reconnaissance immédiate du Parlement issu des urnes rend la résolution du conflit plus aléatoire. Aujourd'hui, on ne parle qu'à Tobrouk, car Tobrouk est reconnu par la communauté internationale. A l'Ouest, pendant ce temps-là, nous sommes déconsidérés. Chaque ingérence extérieure renforce les extrémistes dans les deux camps. La preuve : les djihadistes libyens du groupe Etat islamique, qui étaient partis se battre en Syrie, sont rentrés au pays lors de l'offensive du général Khalifa Haftar, un ancien proche de Kadhafi, soutenu par l'Égypte et

CHAOS Tripoli, le 23 avril 2015. Pessimiste, Patrick Haimzadeh rappelle qu'il y a « très peu d'exemples d'une démocratisation réussie dans un pays en guerre ».



I. ZETOUN/REUTERS

nommé chef de l'armée libyenne par le gouvernement de Tobrouk.

A quel point le groupe Etat islamique est-il enraciné dans la société libyenne ?

→ Il est implanté à Derna et à proximité de Syrte. Dans l'un et l'autre cas, selon les témoignages que j'ai pu recueillir, on parle de 200 ou 300 hommes. La moitié sont libyens, les autres viennent de Syrie, d'Irak, ou encore de pays du Maghreb. Ils ont de gros moyens, font tourner le commerce local, possèdent des pick-up tout neufs d'une valeur de 200 000 euros... A Syrte, ancien bastion de Kadhafi, nombre de jeunes sont déracinés, sans famille, sans ressources – autant de recrues possibles.

Le business des passeurs en Libye pèserait quelque 170 millions de dollars, selon l'ONU. Les djihadistes sont-ils impliqués dans le trafic humain ?

→ A mon avis, pas du tout. Les migrants partent plutôt des plages qui se trouvent à l'Ouest, entre la frontière tunisienne et Misrata. Dans le golfe de Syrte, a contrario, la côte est difficilement

accessible et les courants, très dangereux. Sur ce sujet, il y a beaucoup de fantasmes, me semble-t-il. Le modus operandi des passeurs est toujours le même : ils s'échangent des migrants entre eux, les transportent en Zodiac jusqu'aux bateaux, qui sont souvent aux large. Les mécanismes n'ont pas changé. La propagande des djihadistes est habile. Il s'agit de nous pousser à la faute. Ils veulent nous entraîner dans le piège des représailles, des bombardements, de l'opération militaire...

N'est-il pas déjà trop tard ?

→ Je vous retourne la question : la guerre n'apporte-t-elle pas plus de problèmes qu'elle est supposée en régler ? Pensez à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Somalie... La difficulté est d'imaginer une transition politique qui ne soit pas la guerre. De fait, il y a peu d'exemples d'une démocratisation réussie dans un pays en guerre. Des milliards ont été dépensés au Soudan, sans que le résultat soit satisfaisant. Mais l'Europe peut faire valoir ses intérêts. Politiquement, il faut accompagner le processus et inclure un maximum d'acteurs, y compris des chefs

de milices armées devenus au fil du temps des acteurs politiques. Car l'armée nationale libyenne se reconstruira avec ces gens-là.

Le débat sur la guerre de 2011 et sur sa pertinence n'a guère commencé en France.

→ Oui, je suis assez dépité, d'autant que les mêmes mécanismes se répètent aujourd'hui. Depuis l'été dernier, la France a choisi son interlocuteur privilégié en la personne du général Haftar, alors qu'une guerre civile est en cours, et elle a coupé les canaux de négociation avec les autres – c'est une erreur que n'ont pas faite les Britanniques ou les Italiens, sans doute plus pragmatiques et plus réalistes que nous. En France, j'ai parfois l'impression qu'une jeune génération de diplomates est fascinée par l'action militaire. Il y a une nouvelle culture de la guerre au Quai d'Orsay. C'est une idéologie que l'on a connue aux États-Unis, il y a une quinzaine d'années. ●

Propos recueillis par Marc Epstein

(1) Auteur d'*Au cœur de la Libye de Kadhafi*. JC Lattès, 2011.